

Découplage, dématérialisation et démarchandisation

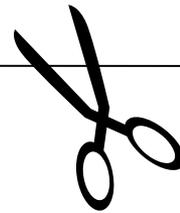
Bernard PERRET – 28 juin 2016

Plan d'intervention

- L'enjeu du découplage
- Dématérialisation et démarchandisation
- Les limites sociales et environnementales du processus de marchandisation des besoins sociaux
- Des pratiques émergentes d'hybridation de la logique marchande qui peuvent s'interpréter comme des réponses à cette situation
- Pour des politiques publiques de démarchandisation

Le découplage

Création de valeur
et de bien-être



Consommation
d'énergie
et de matières
premières

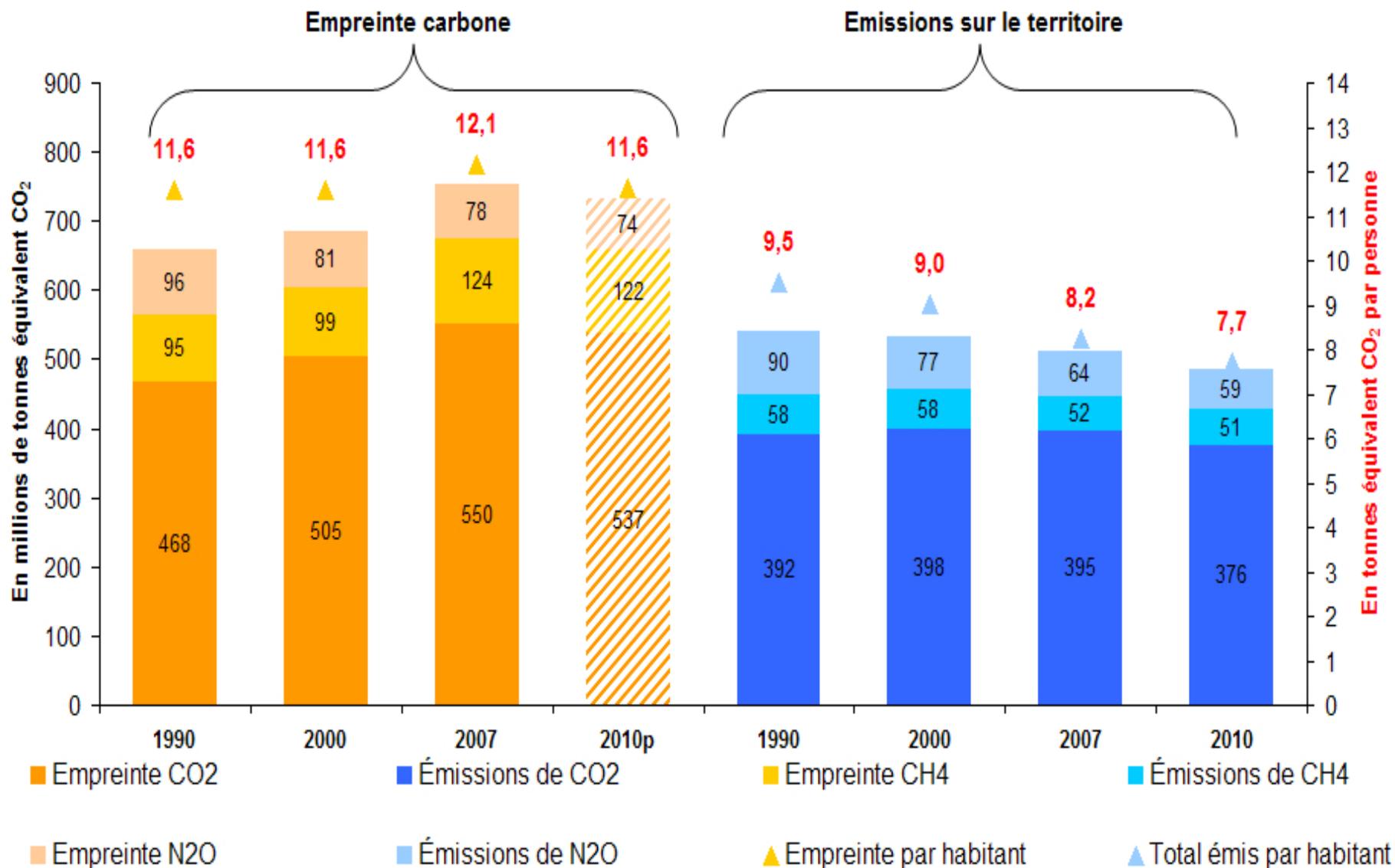
Une pluralité d'indicateurs

- PIB divisé par :
 - Émissions de CO₂
 - Énergie (finale ou primaire)
 - Consommation de matière
- Approche territoriale/ empreinte tenant compte des importations
- Prise en compte ou non de l'agriculture et de la forêt (émissions et puits de carbone)
- Vers des indicateurs de découplage avec un indice de bien-être social au numérateur ?

Quelques chiffres

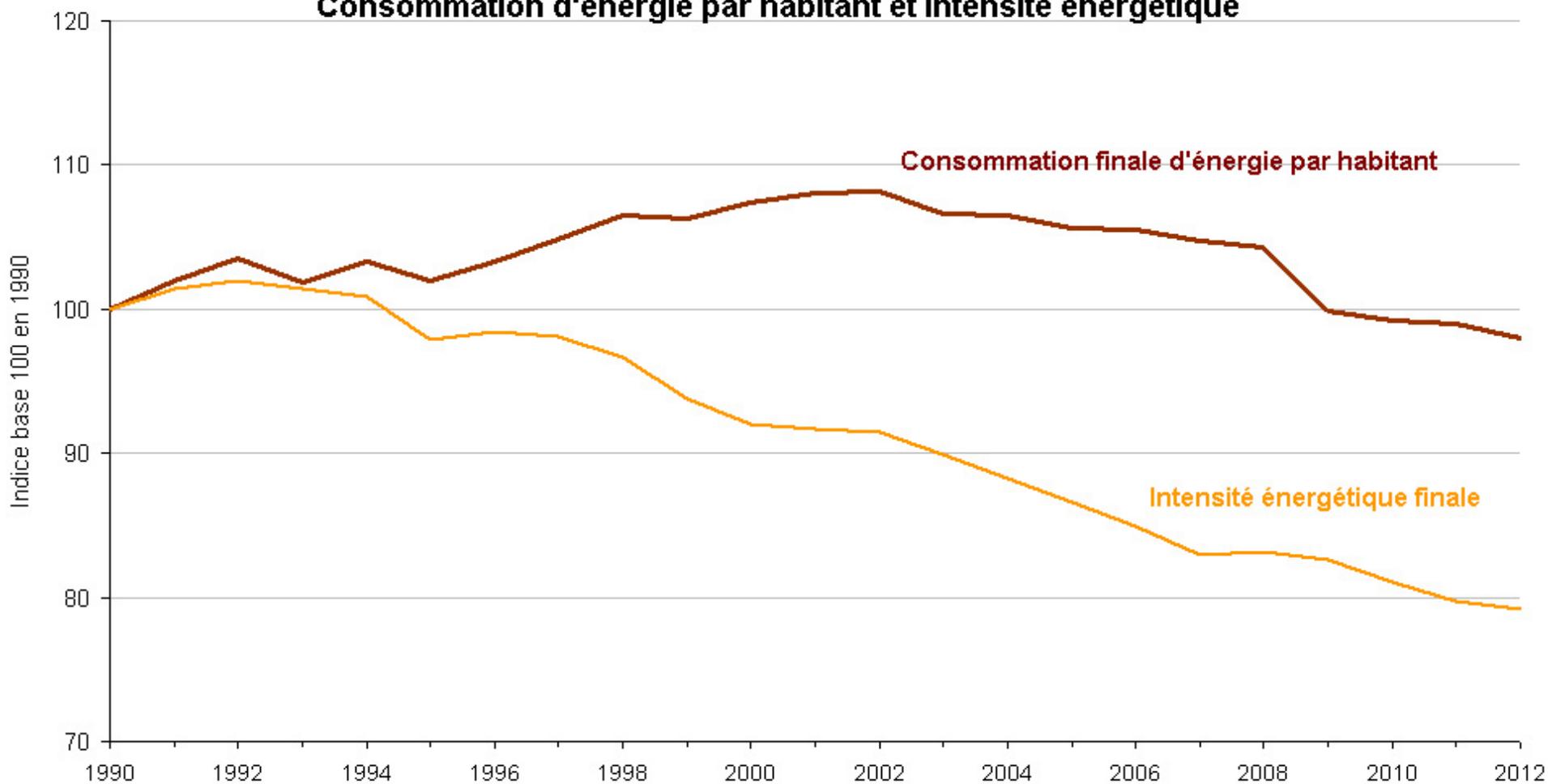
- Intensité carbone de la France : - 31% entre 1990 et 2012
- Intensité énergétique finale : - 21 %
- Chiffres comparables pour le découplage matière
- Si l'on considère l'empreinte (énergie, carbone ou matière) : découplage pratiquement inexistant, au moins jusqu'à une date très récente.

Empreinte carbone de la demande finale intérieure : évolution et comparaison avec les émissions sur le territoire



Source : SOeS d'après AIE, Citepa (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques - protocole de Kyoto), Douanes, Eurostat, Insee.

Consommation d'énergie par habitant et intensité énergétique

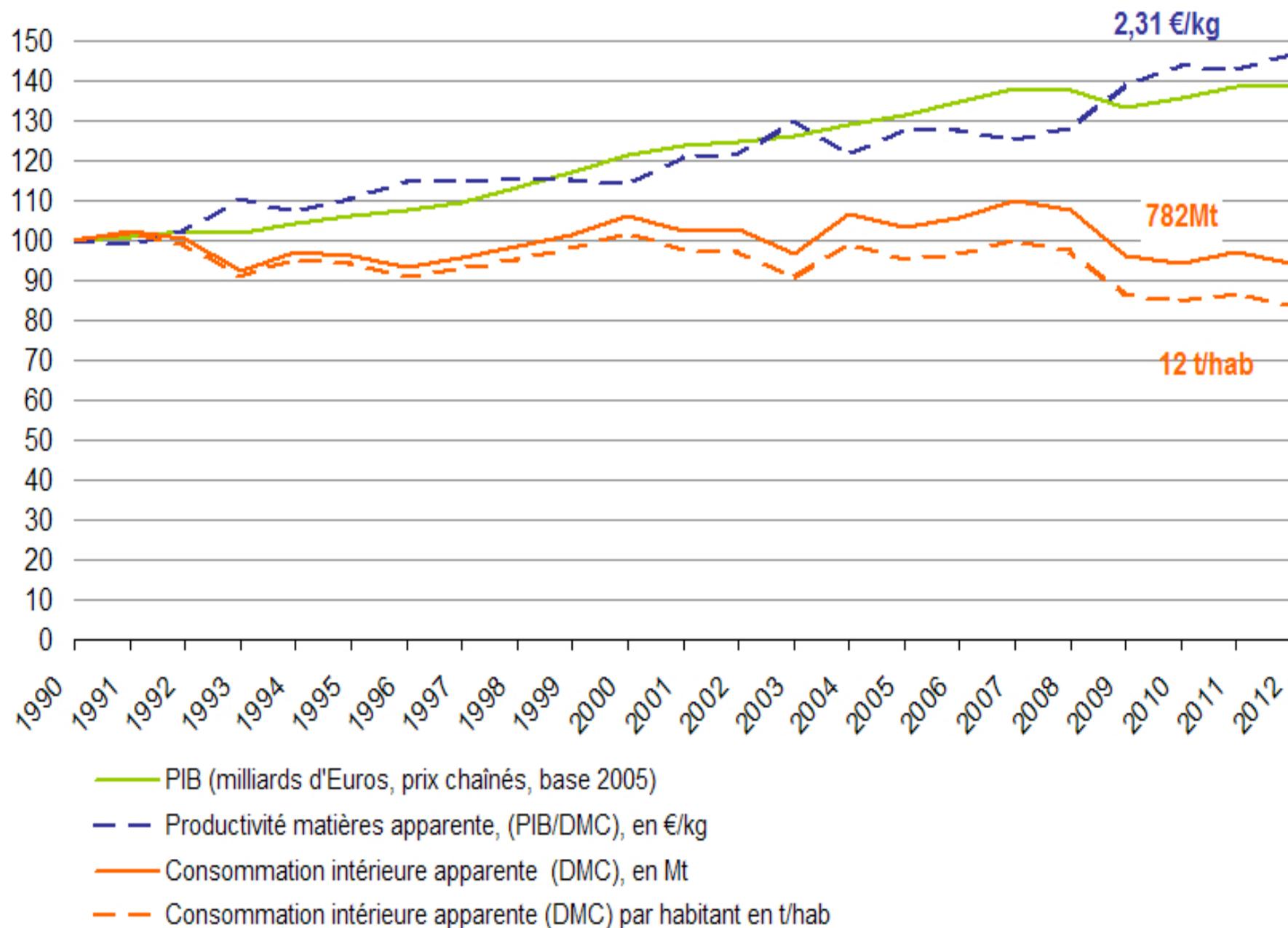


Note : Consommation d'énergie corrigée des variations climatiques et population : métropole. PIB en volume : France entière.

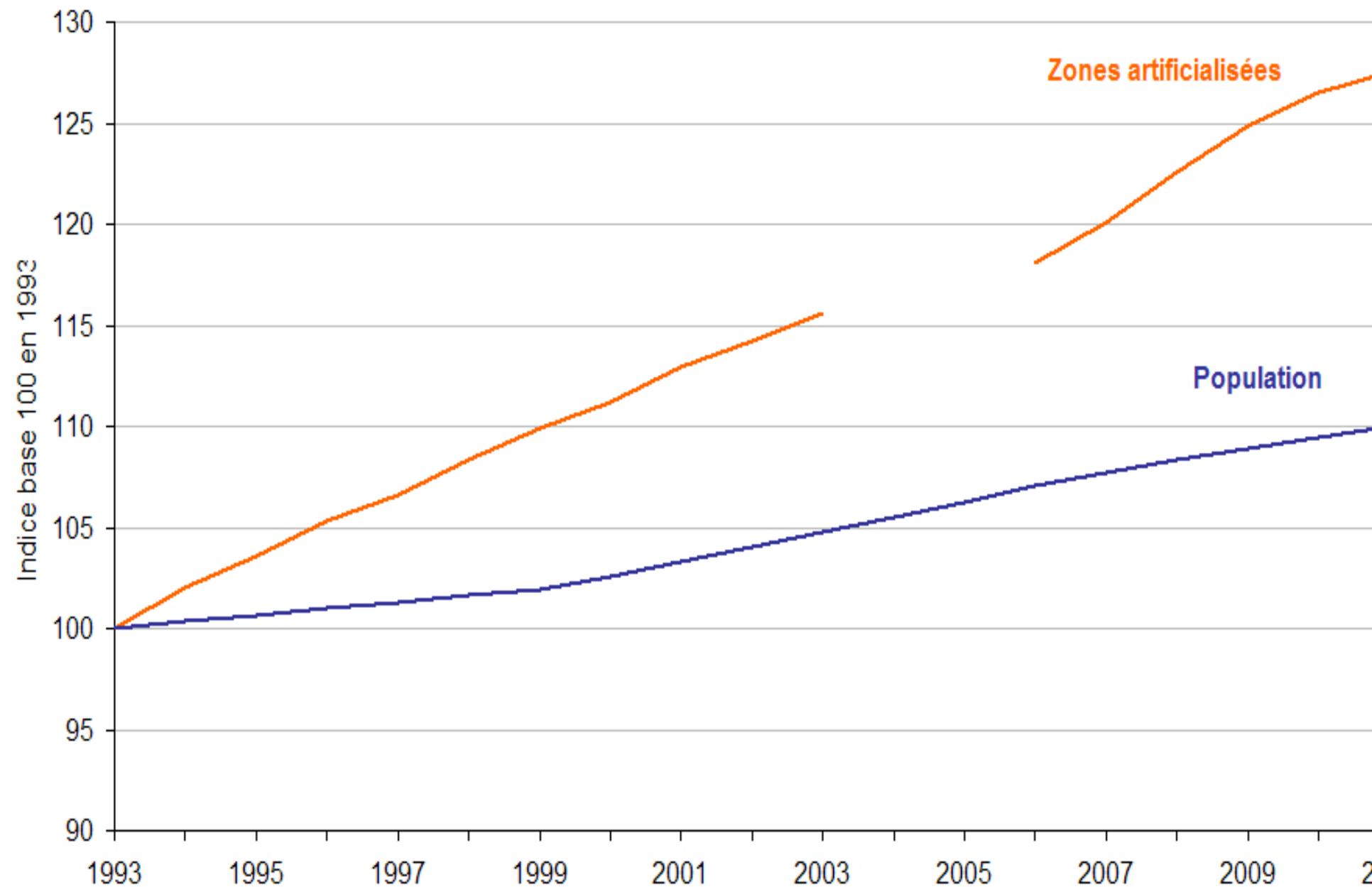
Définition : l'intensité énergétique finale mesure le rapport entre la consommation finale énergétique, corrigée des variations climatiques, et le PIB en volume.

Source : SOeS, bilan énergétique de la France pour 2012.

Productivité matières et consommation de matières



Évolution des zones artificialisées comparée à celle de la population



Note : rupture de série entre 2004 et 2005 où l'enquête a été réalisée sur des échantillonnages restreints, série 2006-2010 révisée

Trois niveaux de découplage

- *Découplage technique* : produire la même chose avec des techniques plus efficaces
- *Découplage « fonctionnel »* : répondre aux mêmes besoins par d'autres types de biens et services (substitution des services aux biens, mutualisation des équipements matériels)
- *Découplage « sociétal »* : agir sur l'expression des besoins et des attentes sociales (découplage entre le bien-être social et la croissance marchande)

Dématérialisation, mutualisation et démarchandisation

Les découplages fonctionnel et sociétal sont étroitement liés. L'optimisation de l'usage des ressources matérielles passe à la fois par :

- L'invention de nouveaux services fondés sur l'usage partagé de certains biens matériels (économie de la fonctionnalité, plates-formes collaboratives...).
- Un autre rapport aux biens et une autre conception du bien-être (de la propriété à l'usage, de la consommation passive à la co-production collaborative).

Au plan économique, ces processus vont de pair avec une dynamique de démarchandisation

Une définition large des processus de marchandisation

Au sens large du terme, on peut définir la marchandisation comme la convergence de 3 processus distincts :

- Extension, unification et libéralisation des marchés (mondialisation), intensification de la concurrence
- Monétarisation de l'échange social
- Financiarisation

Le marché étant une institution, la marchandisation est liée à la (dé)régulation de l'économie

La notion de démarchandisation

- Dans la littérature socio-économique (Polanyi, Esping-Andersen), la démarchandisation renvoie principalement à la réduction de la dépendance des individus vis-à-vis du marché grâce au système de protection sociale
- Dans un sens plus large, on peut parler de démarchandisation pour désigner diverses formes d'altération du caractère marchand de l'économie – segmentation des marchés, « démondialisation », normalisation technique, mais aussi : coproduction, partenariat, mutualisation, prégnance d'autres modes d'évaluation des biens, etc.

Les nouvelles formes de la démarchandisation

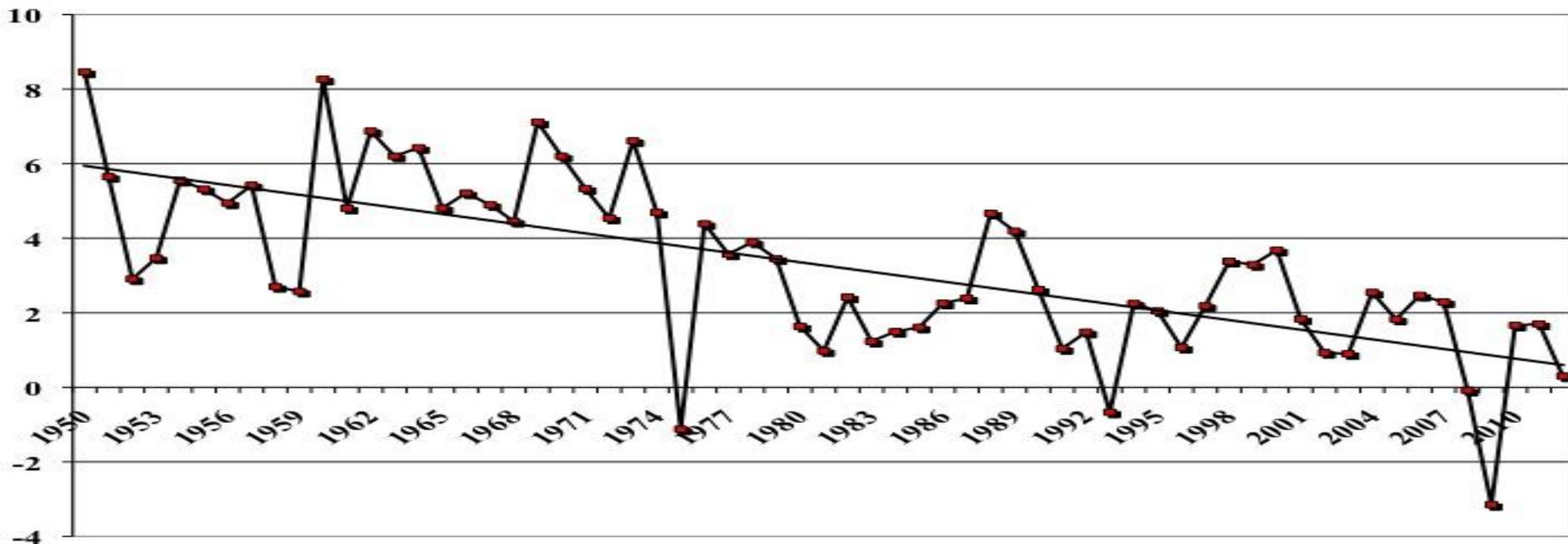
- Dé-monétarisation, gratuité, mutualisation
- Prise en compte du « non monétarisable » (environnement, sécurité)
- Relocalisation des échanges
- Évaluations non monétaires (nouveaux indicateurs de richesse, RSE)
- Nouvelles combinaisons de concurrence et de coopération
- Modèles d'affaires et organisations hybrides

Ces phénomènes peuvent s'analyser comme l'indice d'un déport de la demande sociale vers des valeurs d'usage non circulantes (les « non-marchandises »)

Dans un contexte marqué par la montée des doutes sur la viabilité et les vertus de la croissance

La fin de la croissance ?

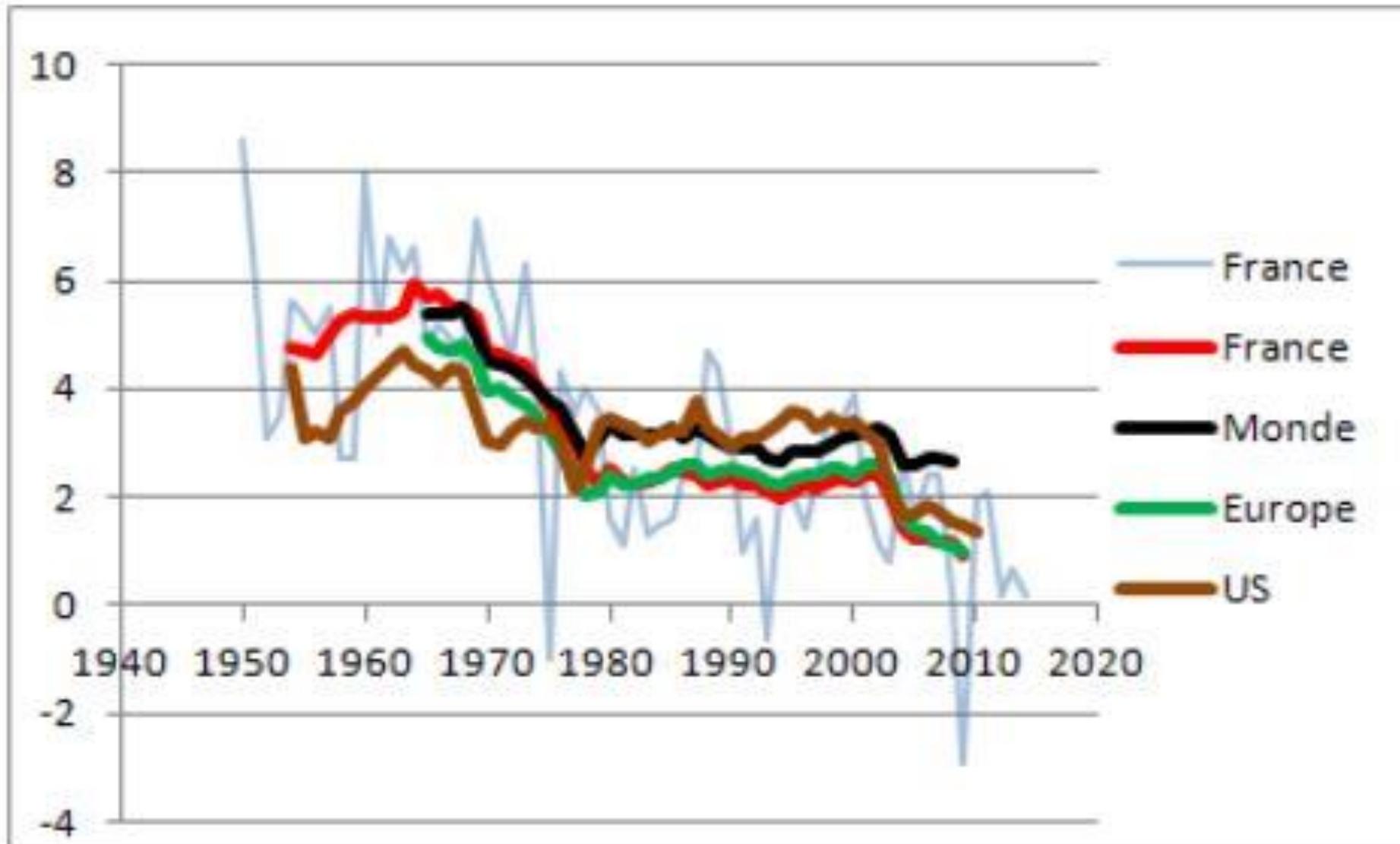
Taux de croissance 1950-2012



Le déclin de la croissance – et l'augmentation de ses effets pervers - est un phénomène historique qui n'est pas propre à la France. Il résulte d'un épuisement du « cœur du réacteur » de l'économie capitaliste, à savoir le mécanisme de transformation des besoins en marchandises et en profits financiers

Un ralentissement mondial

(moyennes glissantes sur 10 ans)



La fin de la croissance comme épuisement du processus de marchandisation

Trois illustrations des mécanismes de déport de la demande sociale vers les « non-marchandises » :

- Le développement des services collectifs ou à caractère relationnel/ communicationnel
- L'impact d'Internet et des NTIC
- La prise en compte obligée des externalités et des biens communs environnementaux

Un phénomène étroitement lié à la baisse apparente de la productivité des facteurs (dont la mesure ne peut intégrer les « effets qualité » non monétaires)

Une hypothèse de recherche

- Le potentiel de développement des pays anciennement industrialisés se trouve dans les marges de l'économie de marché, dans des formes d'hybridation entre la logique marchande et d'autres logiques sociales
- Un certain nombre d'initiatives et d'innovations peuvent s'interpréter dans cette perspective

Modèles d'affaire et organisations hybrides

- Activités marchandes qui mobilisent des ressources sociales (« capital social » = réseaux, confiance, normes et institutions) et produisent des biens non monétarisables.
- Dont l'efficacité repose sur diverses formes de coopération et de co-production et dont les résultats sont évalués à l'aune de critères non exclusivement marchands.

Principaux exemples

- Économie sociale et solidaire
- Économie circulaire
- Économie de la fonctionnalité
- Économie collaborative

L'économie sociale et solidaire

- Mobilisation du capital social et de ressources publiques
- Production de biens marchands et d'externalités sociales (insertion de personnes en difficulté, renforcement du lien social)
- Fonctionnement coopératif

Une illustration : le développement des sociétés coopératives d'intérêt collectif (500 scic fin 2015)

L'économie circulaire

- Au sens réduit : optimiser le cycle des matières et de l'énergie (*réduction des intrants, recyclage des matériaux, allongement de la durée de vie des biens, écologie industrielle*)
- Au sens large : optimiser l'usage social des biens (*réemploi, réutilisation, réparation, mutualisation*)
- L'enjeu central de l'éco-conception des produits
- Un besoin de coopération accru au sein des filières productives
- Des modes de production orientés vers la réduction des impacts environnementaux (consommation des ressources, déchets) et la production d'utilités non marchandes (allongement de la durée de vie des biens)

L'économie de la fonctionnalité

- Utilisation des biens matériels comme supports de services (Vélib, Xérox, Michelin...)
- Des modèles d'affaire centrés sur l'usage optimal des ressources matérielles pour produire des services et des réponses globales à un besoin
- Des relations symbiotiques entre prestataires, donneurs d'ordre et usagers
- Mobilisation du capital social et des compétences de usagers (actions de formation)
- Des modèles conçus pour réduire les impacts environnementaux

L'économie collaborative

- Hypermarchandisation ou démarchandisation ?
Des initiatives foisonnantes reposant sur des ressorts économiques et des motivations contrastées (Uber, Blablacar, Wikipedia, repair cafés)
- Rôle décisif d'Internet
- Échanges « pair à pair », coproduction et mobilisation du capital social
- Production d'externalités sociales et environnementales (au moins dans certains cas)

Dématérialisation et primat de l'usage sur la propriété

L'économie circulaire, l'économie de la fonctionnalité et l'économie collaborative participent d'une logique de dématérialisation, d'usage optimal des ressources physiques et de démarchandisation :

- Produire plus de service et d'utilité en minimisant les flux de matière et d'énergie
- Privilégier l'usage et l'accès sur la propriété
- Prendre en considération l'utilité et la rareté par-delà la valeur marchande (déconstruction de l'unité de la valeur économique)

D'autres formes de « réencastrement » de l'économie dans le social

- Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE)
- Épargne socialement responsable
- Projets de « constitutionnalisation » de l'entreprise
- Monnaies locales

Vers des politiques publiques de démarchandisation (1)

Réduire les besoins monétaires :

- Tarification des biens et services essentiels, réduction des dépenses contraintes, limitation de la publicité
- Allonger la durée de vie des biens (durée de garantie, réparabilité, standardisation des composants)
- Encourager la mutualisation, les échanges entre pairs et l'auto-production (autoréhabilitation, jardins)
- Faciliter la vie sans voiture (urbanisme, services collectifs, commerces ambulants, téléachat avec livraison...)

Vers des politiques publiques de démarchandisation (2)

Promouvoir un développement social découplé de la croissance marchande :

- Aménager le temps de travail pour faciliter la pluralisation des activités
- Favoriser les préretraites et retraites actives
- Développer les « nouveaux indicateurs de richesse » et leur utilisation comme critères d'évaluation des politiques publiques
- Pour faire face à la stagnation des ressources fiscales : développer le service civique et le service public collaboratif

Pour aller plus loin...



